

**GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT D'ÉLECTRICITÉ
ET SERVICES ASSOCIÉS SUR LE PÉRIMÈTRE DU DÉPARTEMENT DE
L' AISNE**

Articles 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics

Articles 25-I-1, 38 à 45, 48 à 68, 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics

COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

USEDA

**ACCORD-CADRE PLURI-TITULAIRES
PASSE EN APPEL D'OFFRES OUVERT**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ÉLECTRICITÉ

SOMMAIRE

ARTICLE 2. FORME DU CONTRAT	5
2.1. DUREE-DELAIS D'EXECUTION-PENALITES	5
2.1.1. <i>Durée de l'accord-cadre et entrée en vigueur</i>	5
2.1.2. <i>Reconductions de l'accord-cadre</i>	5
2.1.3. <i>Durée des marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre</i>	5
2.1.4. <i>Délai d'exécution des prestations objet des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre</i>	5
2.1.5. <i>Pénalités pour retard dans l'exécution des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre.</i>	6
2.1.6. <i>Risques encourus en cas d'absence de réponse aux marchés subséquents</i>	6
ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT – MONTANT MINIMA	6
ARTICLE 4. OBLIGATION DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE	7
ARTICLE 5. LIEU D'EXÉCUTION.	8
5.1. LIEU D'EXECUTION	8
5.2. VARIATIONS POSSIBLE DES POINTS DE LIVRAISON AU SEIN DU LOT	8
ARTICLE 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
6.1. CADRE GENERAL DE L'ACCORD CADRE	8
6.2. CADRE PARTICULIER DE L'ACCORD CADRE	8
6.3. CADRE PARTICULIER DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
6.4. PIECES GENERALES	9
ARTICLE 7. MARCHÉS SUBSÉQUENTS	9
7.1. OBJET ET FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS	9
7.2. FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
7.3. FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
7.3.1 <i>La notification des marchés subséquents intervient pendant la durée de validité de l'accord-cadre.</i>	10
7.4. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
7.5. CRITERES DE SELECTION	11
7.6. OBLIGATION DE REMISE D'UNE OFFRE POUR CHAQUE MARHCE SUBSEQUENT	11
ARTICLE 8. LES PRIX	13
8.1. STRUCTURE DES PRIX	13
8.2. FORME DES PRIX	14
8.3. REVISION DES PRIX DE LA FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE EN CAS D'EVOLUTION DU PRIX DE L'ARENH	15
8.4. PRISE EN COMPTE DU DEPASSEMENT DU « PLAFOND ARENH » SUR LES PRIX DE LA FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE	16
8.5. EVOLUTION DU TURPE	16
8.6. EVOLUTION DU PRIX PROPORTIONNEL AU SOUTIRAGE PHYSIQUE DES RESPONSABLES D'EQUILIBRE PUBLIE PAR RTE	16
8.7. POSSIBILITE D'UNE CLAUSE DITE « SWAP » AU STADE DES MARCHES SUBSEQUENTS	17
8.8. EVOLUTION DU PRIX DU MECANISME DE CAPACITE	17
8.8. EVOLUTION INDUITE PAR LA REGLEMENTATION	17
ARTICLE 9. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	18

9.1. NOTIFICATIONS DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	18
9.2. RATTACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON	18
9.3. DETTACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON	18
9.4. RELATIONS AVEC LE GRD	18
ARTICLE 10. MODALITÉS DE RÈGLEMENT	19
10.1. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	19
10.2. MODALITES DE REGLEMENT	19
10.3. FINANCEMENT	19
10.4. FACTURATION	20
10.5. INTERÊTS MORATOIRES	20
ARTICLE 11. AUTORISATION DE FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ	20
ARTICLE 12. ATTESTATIONS ET ASSURANCES	21
ARTICLE 13. CONFIDENTIALITÉ	21
ARTICLE 14. RÉSILIATION	22
14.1. RESILIATION UNILATERALE DE LA PERSONNE PUBLIQUE POUR FAUTE DU TITULAIRE SANS INDEMNITE	22
14.1. RESILIATION UNILATERALE AU CHOIX DE LA PERSONNE PUBLIQUE, AVEC INDEMNITE.....	22
ARTICLE 15. GARANTIE	23
ARTICLE 16. AVANCE FACULTATIVE	23
ARTICLE 17. DROIT - LANGUE ET MONNAIE	23
ARTICLE 19. DÉROGATIONS	24
ARTICLE 20. LISTE DES ANNEXES AU PRESENT CCAP	24
<i>Annexes 1 et 2</i>	<i>25</i>
<i>Liste des Membres du groupement de commandes et annuaire des Trésorerie de l'Aisne (commune rattachée).....</i>	<i>25</i>
<i>Annexe 3</i>	<i>26</i>
<i>Ordre de service relatif à l'intégration au marché d'un point de livraison</i>	<i>26</i>
<i>Annexe 4</i>	<i>27</i>
<i>Ordre de service relatif à la suppression d'un point de livraison</i>	<i>27</i>
<i>Annexe 5</i>	<i>28</i>
<i>Ordre de service relatif à la modification de la version tarifaire et/ou des puissances au TURPE</i>	<i>28</i>

Préambule

Depuis le 1^{er} juillet 2007, et conformément aux articles L. 331-1 et suivants du Code de l'énergie, le marché de l'électricité est ouvert à la concurrence pour tous les consommateurs.

Le 1^{er} janvier 2016, les tarifs réglementés d'électricité disparaîtront pour l'ensemble des bâtiments dont la puissance souscrite est supérieure à 36KVA, pour l'essentiel les tarifs « jaunes » et « verts ».

Les personnes publiques et notamment les collectivités territoriales et leurs établissements publics qui souhaitent bénéficier des prix de marché et qui doivent s'y soumettre pour les nouveaux Points de livraison (PDL), doivent, pour leurs besoins propres en énergie, recourir aux procédures prévues par le Code des marchés publics pour la sélection de leurs prestataires.

De même, les établissements privés peuvent mettre en concurrence les différents prestataires pour leurs besoins propres en énergie.

La mutualisation de l'achat peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et, incidemment, d'obtenir des meilleurs prix.

Dans ce contexte, l'Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne (USEDA) coordonne un groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 8 VII du Code des marchés publics (CMP). Ce groupement vise à répondre aux besoins récurrents de ses membres en matière de :

- Fourniture et acheminement d'électricité (liste des membres du groupement en annexe 1 du CCAP).

L'USEDA, en tant que coordonnateur du groupement et dans le respect des règles fixées par le Code des marchés publics (CMP), est en charge de :

- L'organisation des opérations de sélection d'un ou plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins des Membres du groupement ;
- La signature et la notification des marchés ou accords-cadres qu'il passe, chaque Membre du groupement s'assurant de la bonne exécution des marchés le concernant (cf. acte constitutif du groupement de commandes).

Article 1. Objet

Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) a pour objet de définir les termes et les conditions de l'acheminement et la fourniture d'électricité pour l'alimentation des points de livraison en basse tension et en haute tension à des puissances souscrites des membres du groupement visé en annexe 1 du présent CCAP en application d'un accord-cadre alloti et de marchés subséquents passés sur la base de cet accord-cadre.

L'objet du marché comprend les prestations suivantes :

- **La fourniture complète en énergie électrique** des points de livraison visés au premier alinéa, intégrant les prestations définies au CCTP ;
- **L'accès au réseau public de distribution d'électricité** et son utilisation pour les points de livraisons visés au premier alinéa, dans le cadre d'un contrat unique ;
- **La mission de responsable d'équilibre** conformément à l'article L.321-15 du Code de l'énergie.

Les Titulaires de l'accord-cadre et les Titulaires des marchés subséquents exécutent l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du présent CCAP et des autres pièces constituant l'ensemble contractuel, défini à l'article 6 du présent CCAP.

Article 2. Forme du contrat

L'ensemble contractuel se compose d'un accord-cadre pluri titulaire de fournitures courantes et de services, conclu conformément à l'article R2161 du code de la commande publique ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018- 1075

L'accord-cadre sans conclu avec minimum et définit à l'article 3 de présent CCAP.

2.1. DUREE-DELAIS D'EXECUTION-PENALITES

2.1.1. Durée de l'accord-cadre et entrée en vigueur

La durée de validité de l'accord-cadre est de quatre (4) ans à compter de sa notification,

2.1.2. Reconductions de l'accord-cadre

L'accord-cadre n'est pas reconductible

2.1.3. Durée des marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre

Cf. art. 7.3 du présent CCAP

2.1.4. Délai d'exécution des prestations objet des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre

Les délais d'exécution seront fixés dans les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre.

2.1.5. Pénalités pour retard dans l'exécution des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre.

(Dérogation à l'article 14 du CCAG-CS)

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat.

Elles ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix et ne sont pas assujetties à la TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

2.1.6. Risques encourus en cas d'absence de réponse aux marchés subséquents

Tous les Titulaires de l'accord-cadre sont tenus de remettre une offre conforme aux spécifications de l'accord-cadre lorsqu'ils sont sollicités pour la passation d'un marché subséquent. En cas d'impossibilité de répondre pour l'un des Titulaires de l'accord-cadre, celui-ci devra motiver par écrit son absence d'offre et apporter les preuves afférentes.

Pour l'ensemble des lots, en cas de non réponse à un marché subséquent, une pénalité de 1 000 EUR sera appliquée au Titulaire sans mise en demeure préalable et versée au Coordonnateur du groupement.

Article 3. Allotissement – Montant minima

L'accord-cadre, divisé en 3 lots est alloti, conformément aux dispositions de l'article 76 III 1° du CMP, comme suit :

ZONE ENEDIS et ZONE ELD (Lot 3)

		Volume de consommation prévisionnel sur 1 an en kWh
Lot n°1	Points de livraison inférieurs à 36 kVa C5	29 966 333.00 kWh
Lot n°2	Points de livraison dont profils raccordés en BT et points de livraison dont profils et courbes de charge raccordés en HTA en Zone ENEDIS	28 419 235.00 kWh
Lot n°3	Points de livraison en zone ELD	165 920 kWh

Le volume de consommation prévisionnel est établi sur une année de consommation en vigueur en avril 2019. Leur mise à jour annuelle opérée par le GRD est susceptible de conduire à une évolution marginale du périmètre des lots au regard du nombre de points de livraison concernés.

Les prix de la fourniture de l'énergie électrique figurant dans le bordereau des prix unitaires, couvrent notamment :

- Les coûts de l'énergie pour la fourniture des points de livraison du lot concerné ;
- Les coûts liés à la mission de responsable d'équilibre ;
- Les coûts résultant pour le titulaire des obligations d'économies d'énergies visées aux articles L. 221-1 et suivants du code de l'énergie,
- Les coûts liés à la réalisation de l'ensemble des services associés et prestations réalisées par le titulaire décrit dans le CCTP et complétés par le mémoire technique dudit titulaire.
- Les coûts liés à la mise en œuvre du mécanisme de capacité prévu par le code de l'énergie

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat dans les conditions suivantes :

Article de référence	Objet	Délai	Pénalité pour retard appliquée en l'absence de justification acceptée par le membre ou le coordonnateur	Autorité appliquant la pénalité
Article 4-3 du CCTP	Optimisation du TURPE suite à ordre de service	Fixé dans l'ordre de service en tenant compte du délai minimal indiqué par le titulaire dans son offre	20 € par jour de retard et par PDL	membre
Article 4.5.1 du CCTP	Rattachement ou détachement d'un point de livraison	Fixé dans l'ordre de service en tenant compte du délai minimal indiqué par le titulaire dans son offre	40 € par jour de retard et par PDL	membre
Article 5-1 du CCTP	Transmission d'une nouvelle facture en cas d'erreur de facturation avérée	10 jours calendaires à compter de la réclamation du membre ou du coordonnateur	30 € par jour de retard et par facture	membre
Article 5-4 du CCTP	Indisponibilité de l'extranet	Permanent	30 € par jour de retard à compter de 7 jours calendaires après la réclamation du coordonnateur	coordonnateur
Article 5-4 du CCTP	Mise à disposition des documents sur le site extranet	Indiqué le titulaire dans son offre pour une transmission mensuelle	10 € par jour de retard et par document à compter de 7 jours calendaires après la réclamation du membre ou du coordonnateur	membre
Article 5-4 et 5-6 du CCTP	Transmission au coordonnateur du fichier de suivi des PDL du groupement	Indiqué le titulaire dans son offre pour une transmission mensuelle	30 € par jour de retard à compter de 7 jours calendaires après la réclamation du coordonnateur	membre

En cas d'évolution des dispositions législatives ou réglementaires, les nouvelles contributions ou charges (redevances, coût d'achat de certificats d'économie d'énergie, pénalités libératoires, indemnités compensatoires...) seront répercutés dans le prix, à compter de leur date d'application.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de date réelle de réalisation.

Article 4. Obligation des Titulaires de l'accord-cadre

La notification d'un lot de l'accord-cadre par le Coordonnateur engage les Titulaires de l'accord-cadre à remettre une offre au titre du marché subséquent passé sur la base du Lot pour lequel ils ont été sélectionnés.

Article 5 Lieu d'exécution.

5.1. LIEU D'EXECUTION

Les lieux d'exécution des prestations correspondent aux Points de livraison des membres du groupement.

5.2. VARIATIONS POSSIBLE DES POINTS DE LIVRAISON AU SEIN DU LOT

La faculté d'intégrer ou d'écarter des points de livraison aux mêmes conditions de marché est limitée à une variation globale de +/- 15% par rapport au volume prévisionnel annuel total de consommation de chaque lot, indiqué au détail quantitatif estimatif du marché subséquent.

Le rattachement ou de détachement d'un point de livraison est formalisé par un ordre de service établi par le membre conformément aux articles 4.5.1 et 4.5.2 du CCTP et dont un modèle figure à l'annexe 2 du CCAP.

Article 6. Documents contractuels

Les pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

6.1. CADRE GENERAL DE L'ACCORD CADRE

- L'acte d'engagement et ses annexes pour chaque lot ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Mémoire technique du titulaire pour chaque lot.

6.2. CADRE PARTICULIER DE L'ACCORD CADRE

- L'acte d'engagement et ses annexes de pour chaque lot :
 - Annexe 1 : liste de membres du groupement de commandes ;
 - Annexe 2 : liste des points de livraison ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents et ses documents annexés :
 - Annexe 1 : liste des membres du groupement de commandes
 - Annexe 2 : modèles d'ordres de services pour le rattachement, le détachement d'un point de livraison et la modification de la version tarifaire et/ou des puissances du TURPE ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents et ses documents annexés :
 - Annexe 1 : liste des points de livraison établie à la date de publication de la procédure d'accord-cadre pour chaque lot ;
 - Annexe 2 : contenu du fichier de suivi
 - Annexe 3 : délai d'exécution des prestations
 - Annexe 4 : trame de mémoire technique du fournisseur
- Le Bordereau de prix unitaires (BPU) à titre purement indicatif ;
- Le mémoire technique du titulaire de chaque lot.

6.3. CADRE PARTICULIER DES MARCHES SUBSEQUENTS

- L'acte d'engagement et ses annexes
- Le cahier des charges spécifiques (CCS-Marché subséquent)

6.4. PIECES GENERALES

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG - FCS).

Article 7. Marchés subséquents

7.1. OBJET ET FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le présent accord-cadre donnera lieu à la passation de marchés subséquents conclus pour les besoins des membres du groupement en fonction de la liste des Points de livraison de chacun des lots.

Pour chacun des lots, la mise en concurrence relative à la passation des marchés subséquents est organisée au moment de la survenance du besoin, conformément à l'article R du code de la commande publique ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018- 1075 Les Titulaires, pour chacun des lots les concernant, ne peuvent prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit avant le lancement de la procédure de mise en concurrence des marchés subséquents correspondants ou en l'absence de survenance du besoin.

Pour les marchés subséquents, la survenance des besoins peut notamment être appréciée au regard des considérations suivantes :

- Opportunité économique au regard de la comparaison de l'évolution des tarifs d'électricité ;
- Obligation juridique résultant de la disparition des tarifs réglementés de vente d'électricité ;
- Nécessité de renouveler les marchés de fourniture conclus à prix de marché ;
- Pour l'intégration de nouveaux Points de livraison, en application de l'article 7 du présent CCAP.

7.2. FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés conclus sur la base du présent accord-cadre seront des marchés de fourniture.

7.3. FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

La durée des marchés subséquents est précisée au moment de la mise en concurrence.

Cette durée est ferme et peut être au minimum d'un an et au maximum de deux ans.

7.3.1 La notification des marchés subséquents intervient pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

A titre indicatif, le premier marché subséquent devrait être attribué fin Juillet 2019 (pour une fourniture d'électricité en janvier 2020).

La date d'exécution des marchés subséquents peut être postérieure à la date d'échéance de l'accord cadre sans que cela soit de nature à méconnaître les obligations inhérentes à l'accord-cadre pour l'exécution des marchés subséquents et sans que cette prolongation de l'exécution au-delà de la date limite de validité de l'accord cadre soit de nature à méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique des titulaires de l'accord cadre.

Les marchés subséquents entrent en vigueur à la date de leur notification au Titulaire, date qui n'emporte pas début de fourniture (mais qui acte le démarrage des opérations préalables à la bascule) L'acte d'engagement de chacun de ces marchés mentionne pour chaque Point de livraison la date de début de fourniture, définie comme la date de début d'exécution de l'obligation de fourniture et d'acheminement d'électricité.

En revanche, **la notification des marchés subséquents engage le titulaire du marché subséquent envers les membres et le GRD à accomplir l'ensemble des opérations nécessaires et préalables à l'exécution des prestations** telles que décrites à l'article 4 du CCTP.

7.4. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents seront attribués après mise en concurrence des Titulaires de l'accord-cadre pour chaque lot concerné.

Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.

A titre indicatif, le ou les premiers marché(s) subséquents devrai(en)t être attribué(s) durant le 3^{ème} trimestre 2019.

Lors de la passation d'un marché subséquent, le Coordonnateur invite l'interlocuteur désigné par chaque Titulaire - et dont les coordonnées (n° de téléphone et courrier électronique) auront été préalablement indiquées par les Titulaires - à remettre une offre pour le marché subséquent.

Pour information, les pièces de chaque marché subséquent seront téléchargeables sur le site www.achatpublic.com à partir du lien et suivre la procédure indiquée permettant ainsi d'accéder au dossier.

Chaque Titulaire devra déposer son offre par voie dématérialisée sur ce même site dans un délai prescrit.

Le document de consultation précisera également l'ensemble des informations concernant le marché subséquent qui n'ont pas été prévues dans l'accord-cadre, notamment la durée des marchés subséquents.

Pour chaque lot, un acte d'engagement par marché subséquent sera alors signé avec le Titulaire de l'accord-cadre ayant présenté l'offre la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution annoncés à l'article 7.5 du présent CCAP.

La date limite de réception des offres à lieu à midi, les offres ont une durée de validité de 4 heures à compter de cette heure limite de réception.

Le Coordonnateur communique l'acte d'engagement du marché subséquent en y portant les mentions suivantes :

- La durée du marché subséquent ;
- La date de début de fourniture et la période pendant laquelle a lieu cette fourniture pour chacun des Points de livraison du marché subséquent ;
- L'engagement de consommation des Membres ou de leurs Bénéficiaires pour la durée du marché subséquent pour chacun des Points de livraison du marché subséquent ;
- La lettre de consultation des marchés subséquents, laquelle mentionnera les éléments suivants :
 - Le nom du Point de livraison ;
 - La référence du Point de livraison (Numéro de RAE) ;
 - L'adresse du Point de livraison ;
 - La durée du marché subséquent ;
 - Estimation prévisionnelle de consommation ;
 - L'adresse de facturation.

7.5. CRITERES DE SELECTION

Les titulaires postulant aux marchés subséquents se verront jugés à ce à :

- 30% sur la valeur technique ;
- 70% sur le prix

7.6. OBLIGATION DE REMISE D'UNE OFFRE POUR CHAQUE MARHCE SUBSEQUENT

Les Titulaires devront déposer une offre régulière, acceptable et appropriée à chaque consultation visant à établir un marché subséquent dans le cadre du lot pour lequel ils ont été sélectionnés.

Valeur technique (notée sur 100 points)

Au stade des marchés subséquents, la valeur technique sera notée par reprise de la note technique globale (Ntg) attribuée au stade de l'accord cadre.

Prix (noté sur 100 points)

Prix des prestations (comptant pour 70% de la note globale)

Une simulation sera effectuée sur les consommations prévisionnelles moyennes définies en annexe 1 au CCAP multipliées par les prix unitaires du MWh indiqué en annexe à l'acte d'engagement.

La note financière pour chaque candidat sera obtenue par application de la formule suivante :

$$\text{Note obtenue} = (\text{Nombre de points maximum} = 70) \times (\text{Montant de l'offre la moins chère}) / (\text{Montant de l'offre noté}).$$

Note finale (notée sur 100 points)

La note finale (Nf) qui permettra d'établir le classement de l'offre sera obtenue de la manière suivante :

$$Nf = N_{tg} \times 30\% + N_{px} \times 70\%.$$

La note sera arrondie à deux décimales. Aucune note ne pourra être inférieure à 0.

Dans le cas où la meilleure note sera attribuée de manière égalitaire à plusieurs candidats, c'est le candidat ayant fait l'offre la moins-disante parmi ces dernières qui remporterait le marché.

Informations générales

Les offres seront analysées lot par lot. Les candidats ne peuvent pas présenter des offres variables selon le nombre de marchés subséquents susceptibles d'être obtenus.

Le coordonnateur pourra déclarer la procédure de passation d'un marché subséquent infructueuse sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les titulaires.

Les titulaires seront informés par le coordonnateur de l'acceptation ou du projet de leur offre, au maximum dans les 4 heures après l'horaire limite de réception des offres.

En outre un avis de d'appel d'offre sera publié à la connaissance du public par une insertion au BOAMP et au JOUE.

Article 8. Les prix

8.1. STRUCTURE DES PRIX

Les **prix facturés dans le cadre des marchés subséquents** sont :

- Les prix de la fourniture de l'énergie électrique figurant dans le bordereau des prix unitaires ;
- Les coûts de l'énergie pour la fourniture des points de livraison du lot concerné ;
- Les coûts liés à la mission de responsable d'équilibre ;
- Les coûts résultant pour le titulaire des obligations d'économies d'énergies visées aux articles L. 221-1 et suivants du code de l'énergie,
- Les coûts liés à la réalisation de l'ensemble des services associés et prestations réalisées par le titulaire décrit dans le CCTP et complétés par le mémoire technique dudit titulaire.
- Les coûts liés à la mise en œuvre du mécanisme de capacité prévu par le code de l'énergie
- Toutes les démarches fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture de l'énergie électrique ;
- Les tarifs d'acheminement de l'énergie électrique jusqu'au lieu de livraison ; jusqu'au lieu de livraison conformément au tarif d'utilisation des réseaux de distribution d'électricité (TURPE) en vigueur, incluant les éventuels dépassements de puissance.
- Dans le cas du contrat unique, les prix figurant dans le catalogue des prestations du gestionnaire de réseau de distribution, facturés par le titulaire dans le cadre du marché au titre des prestations relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de distribution publique d'électricité réalisées à la demande du membre du groupement (mise en service, modification de puissance, etc.) ;
- Les prix figurant dans le catalogue des prestations du gestionnaire du réseau de distribution, facturés par le titulaire dans le cadre du marché au titre des prestations relatives à l'accès et à l'utilisation du réseau de distribution réalisées à la demande du membre du groupement : mise en service, modification de puissance, etc.. ;
- Les prix proportionnels au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par le gestionnaire de réseau de transport selon des modalités approuvées par le CRE ;
- Les coûts résultant pour le titulaire des obligations d'économies d'énergie, y compris les nouvelles obligations liées au CEE Précarité selon les modalités du code de la commande publique ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018- 1075
- La réalisation des services associés décrits dans le présent CCAP, complété par le mémoire technique des titulaires.
- Le coût associé aux Garanties d'Origines visées à l'article L.314-14 et L.314-15 du code de l'énergie, permettant le bénéfice d'énergie renouvelables, applicable à l'ensemble des points de livraison de façon uniforme et sur toute la durée du marché. Si le titulaire du contrat a choisi cette option.

Toutes autres composantes des prix de l'énergie électrique seront facturées par le titulaire à l'euro, sans aucun frais de gestion ni marge, lors de l'exécution de chaque marché, et ce de façon parfaitement transparente, ainsi que les prestations relevant du catalogue de prestations du gestionnaire de réseau.

Les prix de fourniture de l'énergie électrique figurant dans le bordereau des prix unitaires de chaque marché ne couvrent pas :

- Les taxes et contributions

Les prix pourront être majorés ou minorés du montant de nouvelles taxes ou contributions environnementales s'appliquant obligatoirement sur le prix de vente et/ou de distribution de l'électricité selon l'évolution des taxes en vigueur.

Ainsi les prix remis par le titulaire s'entendent hors toutes taxes et contributions. A titre informatif, les taxes et contributions actuelles applicables à la fourniture d'électricité sont :

- **CTA** : Contribution Tarifaire d'Acheminement, au taux en vigueur, assise sur les éléments fixes du TURPE.
- **CSPE** : Contribution au Service Public de l'Electricité, au taux en vigueur assise sur les quantités d'énergie consommées.
- **TAXE sur la consommation finale d'électricité TCFE** : Taxes Communale et Départementale sur la Consommation Finales d'Electricité assises sur les quantités d'énergie consommées (niveau variable selon la localisation des points de livraisons).
- **TVA** : au taux en vigueur, applicable à tous les postes de la facture y compris CTA, CSPE et TCFE communale et départementale.

8.2. FORME DES PRIX

Les prix de fourniture des marchés subséquents sont fermes au sens de l'article R 2112. Du code de la commande publique ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018- 1075 Les prix unitaires du bordereau de prix de la fourniture d'énergie électrique sont appliqués aux quantités réellement livrées.

Le bordereau des prix unitaires de la fourniture d'énergie électrique pourra prévoir :

- Soit un prix basé sur un approvisionnement 100% à prix marché,
- Soit un prix basé sur un approvisionnement intégrant le mécanisme de l'ARENH prévu aux articles L 336-1 et suivants du code de l'énergie.

Ce choix figurera dans le cahier des clauses spécifiques (CCS) de chaque marché subséquent.

Dans le cas d'un prix basé sur un approvisionnement intégrant le mécanisme de l'ARENH, les prix de la fourniture d'énergie électriques sont établis dans le bordereau des prix unitaire sur la base du prix ARENH applicable à la période de livraison considérée tel qu'il a été publié au Journal Officiel à la date de remise des offres pour les marchés subséquents.

Quelle que soit la structure de prix retenue, le prix de fourniture en énergie électrique figurant au bordereau des prix unitaires sont établis par période horosaisonnaire et par année calendaire de fourniture pour l'ensemble des lots ; ces prix sont exprimés en €/MWh.

Les prix horosaisonnalisés pour les points de livraison dits profilés s'appliquent aux consommations transmises par le gestionnaire de réseau de distribution pour chacun des points de livraison, selon la définition locale de l'horosaisonnalité du gestionnaire de réseau de distribution.

Les prix horosaisonnalisés pour les points de livraison à courbes de charge s'appliquent aux consommations transmises sous forme de courbe de charge par le gestionnaire de réseau de distribution pour chacun des points de livraison.

Les périodes horosaisonnalières retenues sont celles du TURPE.

8.3. REVISION DES PRIX DE LA FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE EN CAS D'EVOLUTION DU PRIX DE L'ARENH

Dans le cas où le prix serait basé sur un approvisionnement intégrant le dispositif de l'ARENH, le prix de la fourniture d'énergie électrique fixé au bordereau des prix est révisé en cours d'exécution du marché subséquent pour tenir compte d'une évolution du prix réglementé de l'ARENH durant la période de marché.

En cas d'évolution du prix de l'ARENH publié sur proposition de la CRE, le titulaire du marché applique la formule définie ci-dessous pour le calcul des prix unitaires de la fourniture en énergie électrique. Un nouveau bordereau des prix unitaires est établi et communiqué aux membres du groupement, applicable à dater de l'entrée en vigueur du prix ARENH révisé.

$P = P(o) + t * (PARENH \text{ nouveau} - PARENH(o))$, avec :

$P(o)$: prix en €/MWh remis par le titulaire au marché subséquent

$PARENH(o)$ exprimé en €/MWh, est le prix de l'ARENH applicable à la période de livraison considérée tel qu'il a été publié au Journal Officiel à la date de la remise des offres pour les marchés subséquents.

$PARENH \text{ nouveau}$, exprimé en €/MWh, est le nouveau prix de l'ARENH applicable à la période de livraison suite à la proposition de la CRE et publié au Journal Officiel.

t : exprimé en pourcentage, est le taux d'approvisionnement ARENH communiqué par le coordonnateur au stade du marché subséquent.

8.4. PRISE EN COMPTE DU DEPASSEMENT DU « PLAFOND ARENH » SUR LES PRIX DE LA FOURNITURE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Le volume global maximal cédé, au titre de l'ARENH, aux fournisseurs d'électricité qui en font la demande – désigné « plafond ARENH » - est fixé à 100 TWh par an conformément à l'article L. 336-2 du Code de l'énergie. Au cas où ce volume global maximal serait atteint, la CRE procèderait à une nouvelle répartition de l'électricité disponible au titre de l'ARENH entre les fournisseurs en application de l'article L. 336-3 du Code de l'énergie.

Cette nouvelle répartition qui ne sera connue qu'une fois le volume global maximal atteint pourrait conduire à une réduction du volume cédé au titulaire dans le cadre du dispositif ARENH pour l'exécution du marché subséquent.

La réduction du volume ARENH contraindrait le titulaire à approvisionner un complément de fourniture sur le marché, ce qui pourrait se traduire par un surcoût non prévu dans les prix de fourniture car non prévisible à la date de remise des offres pour les marchés subséquents.

Si la nouvelle répartition décidée le cas échéant par la CRE du fait de l'atteinte du « plafond ARENH » est connue avant la publication du marché subséquent, le Cahier des Clauses Spécifique (CCS-Marché Subséquent) précisera les modalités de prise en compte de cette nouvelle répartition dans le prix de la fourniture d'énergie électrique.

Si la nouvelle répartition décidée le cas échéant par la CRE du fait de l'atteinte du « plafond ARENH » est connue avant la publication du marché subséquent, le Cahier des Clauses Spécifiques (CCS-Marché Subséquent) précisera les modalités de prise en compte de cette nouvelle répartition dans le prix de la fourniture d'énergie électrique.

Dans le cas où l'atteinte du « plafond ARENH » interviendrait en cours d'exécution du marché subséquent si la nouvelle répartition décidée par la CRE à la suite de l'atteinte de ce plafond n'était pas connue à la date de publication du marché subséquent, le coordonnateur du groupement et le titulaire conviennent de se rapprocher en vue de convenir des modalités de prise en compte de ladite nouvelle répartition.

8.5. EVOLUTION DU TURPE

Chaque évolution du TURPE résultant d'une délibération de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) conduit à une modification des prix facturés dans le cadre des marchés subséquents. La date d'application de la modification est celle de la mise à jour du TURPE.

8.6. EVOLUTION DU PRIX PROPORTIONNEL AU SOUTIRAGE PHYSIQUE DES RESPONSABLES D'EQUILIBRE PUBLIE PAR RTE

Toute évolution en cours d'exécution du marché subséquent du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par le gestionnaire du réseau de transport conduit à une modification des prix facturés dans le cadre des marchés subséquents. La modification intervient à la date d'entrée en vigueur du nouveau prix publié par RTE.

8.7. POSSIBILITE D'UNE CLAUSE DITE « SWAP » AU STADE DES MARCHES SUBSEQUENTS

Dans le cas où le prix serait basé sur un approvisionnement intégrant le dispositif de l'ARENH, les modalités d'une éventuelle clause dite de « swap » seront définies au CCS-Marché Subséquent.

Cette clause permettra au titulaire du marché subséquent de renoncer le cas échéant au dispositif de l'ARENH de manière à pouvoir tenir compte des évolutions relatives du prix de l'ARENH et des prix de marché.

La mise en œuvre de cette clause dite de « swap » devra intervenir avant la date limite de dépôt par le titulaire du dossier de demande d'ARENH auprès de la CRE pour l'approvisionnement du marché subséquent concerné.

8.8. EVOLUTION DU PRIX DU MECANISME DE CAPACITE

Conformément aux formules de détermination du prix du mécanisme de capacité PCAL fixées aux articles 3.4.1 et 3.4.2 du présent CCP, le coefficient de sécurité CoeffsécuritéAL désigne le coefficient de sécurité. Le coefficient de sécurité CoeffsécuritéAL est révisable selon la valeur fixée par arrêté par le ministère de l'Energie sur avis de CRE pour l'année Année calendaire de Livraison AL considérée.

Dans ces conditions, le titulaire se rapprochera du coordonnateur afin de l'informer de l'impact sur le prix du mécanisme de capacité PCAL.

Après accord du coordonnateur sur les nouvelles modalités applicables, le titulaire du marché subséquent informe les membres du groupement de l'évolution du prix du mécanisme de capacité PCAL : Pour chaque poste horo-saisonnier des sites profilés ;

Pour chaque les sites télé relevés. Dans le cas où une modification des règles du mécanisme de capacité viendrait modifier substantiellement l'équilibre du marché et plus particulièrement l'obligation de capacité et/ou le prix du mécanisme de capacité, le titulaire du marché subséquent se rapprochera du coordonnateur afin de l'informer de cet impact et des coûts associés.

Le cas échéant, les modifications induites sur le prix du mécanisme de capacité seront fixées par voie d'avenant.

Après accord du coordonnateur sur les nouvelles modalités applicables, le titulaire du marché subséquent informe les membres du groupement de l'évolution du prix du mécanisme de capacité PCAL..

8.8. EVOLUTION INDUITE PAR LA REGLEMENTATION

Dans le cas d'une évolution de la réglementation qui viendrait impacter significativement les conditions d'exécution des prestations, le coordonnateur du groupement et le titulaire se rapprocheront pour préciser, le cas échant, les modalités permettant de prendre en compte les modifications induites. Les titulaires des marchés subséquents concernés s'engagent à communiquer au coordonnateur tous les éléments utiles permettant d'évaluer les conséquences générées par cette évolution réglementaire.

Article 9. Modalités d'exécution des prestations

9.1. NOTIFICATIONS DES MARCHES SUBSEQUENTS

Conformément à l'article 9.3, la notification des marchés subséquents n'emporte pas début de fourniture. En revanche, elle engage le Titulaire du marché subséquent envers les Membres et le(s) GRD à accomplir l'ensemble des opérations nécessaires et préalables à l'exécution des prestations telles que décrites à l'article 5.3.3 du CCTP ainsi que de l'ensemble des engagements contenus dans le Mémoire technique du Titulaire.

9.2. RATTACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON

En cours d'exécution du marché subséquent, et dans la limite des volumes indiqués pour chaque Lot à l'article 5 du présent CCAP, des Points de livraison (PDL) non mentionnés dans le bordereau des PDL (annexe 3 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre) peuvent faire l'objet d'un rattachement.

A titre indicatif, ce rattachement peut notamment survenir à la faveur de la mise en service d'un nouveau site, de l'échéance de contrats conclus à prix de marché, etc.

Le rattachement d'un Point de livraison est formalisé par un ordre de service établi par le Membre conformément à l'article 4.5.1 du CCTP et dont un modèle figure à l'annexe 2 du CCAP.

Le rattachement d'un nouveau point de livraison d'un des membres du groupement est réalisé sur tout GRD déjà présent au périmètre initial du marché subséquent. Pendant la durée du marché subséquent chaque membre ne pourra demander le rattachement de nouveau site au-delà de 20% du volume de consommations des sites de ce membre.

9.3. DETTACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON

En cours d'exécution du marché subséquent, des Points de livraison peuvent faire l'objet d'un détachement. A titre indicatif, ce détachement peut notamment survenir pour un motif légitime au sens du Contrat GRD Fournisseur, à la faveur par exemple d'un changement définitif d'énergie, d'une cessation définitive d'activité sur le site, etc.

9.4. RELATIONS AVEC LE GRD

Cf. art.5.6 du CCTP.

Les Titulaires des marchés subséquents respectent les dispositions du Contrat d'acheminement régissant les conditions d'accès aux réseaux publics de distribution d'électricité du GRD pour les Fournisseurs. En particulier, les prix mentionnés au Catalogue des Prestations du GRD sont facturés sans marge aux Membres.

Article 10. Modalités de règlement

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, la demande de paiement est remplacée par une facture.

10.1. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est déterminé en fonction des règles applicables à chaque Membre. Les personnes publiques sont soumises à l'application du code de la commande publique ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018- 1075 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai global de paiement ne peut excéder :

- | | |
|---|----------|
| - Pour les Etablissements publics de santé | 50 jours |
| - Pour l'Etat et ses établissements publics | 30 jours |
| - Pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux | 30 jours |

Lorsque les sommes dues en principal par les personnes publiques ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, cette dernière étant fixée à 40 euros.

10.2. MODALITES DE REGLEMENT

Pour les Membres soumis aux règles de la comptabilité publique, le règlement peut s'effectuer à l'échéance sous forme de :

- Mandat administratif puis paiement
- Paiement sans mandatement préalable sous réserve de la signature d'une convention entre l'ordonnateur et son comptable public (instruction 01-021 M0 du 16 février 2001)
- Prélèvement sous réserve, de la signature de la convention tripartite (ordonnateur, comptable et le titulaire du marché subséquent) établi par le Ministère en charge du Budget

Avant basculement des points de livraison dans l'offre du marché subséquent, le titulaire du marché se rapproche des membres afin de définir les modalités de règlement propre à chacun. Le titulaire ne pourra pas imposer le mode de règlement qui l'arrange. Le choix sera toujours du ressort du membre.

10.3. FINANCEMENT

Le marché est financé par les ressources propres de chaque Membre du groupement ou, le cas échéant, par l'exploitant des installations thermiques du membre.

10.4. FACTURATION

Les modalités de facturation sont indiquées dans le Mémoire de chaque Titulaire de l'accord cadre et doivent respecter les clauses prévues à l'article 5.2 du CCTP.

Dans le cas où le titulaire est déjà le fournisseur d'un point de livraison, ce dernier ne peut intégrer dans la facturation au titre du présent marché la fourniture relevant du contrat antérieur qu'il soit en offre de marché ou au Tarif Réglementé de Vente.

En ce cas, le titulaire établit séparément une facture de résiliation pour la période antérieure au présent marché, sans surcoût.

Séparation des flux de facturation par marché

Au cas où un fournisseur est titulaire de plusieurs lots ou de plusieurs marchés subséquents d'un même lot, le titulaire sépare les flux de facturation par marché.

Ainsi, même dans le cas où le membre est concerné par des points de livraison dans plusieurs marchés dont le titulaire est le même fournisseur, ce dernier doit malgré tout séparer les flux de facturation de ce membre par marché, le comptable public ne pouvant traiter une même facture regroupant des points de livraison rattachés à des marchés différents.

10.5. INTERÊTS MORATOIRES

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement comme prévue à l'article 4.1 du CCP.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement principal les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une Indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire sont calculés conformément au code de la commande publique ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018- 1075 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Article 11. Autorisation de fourniture d'électricité

Les fournisseurs souhaitant exercer l'activité d'achat d'électricité pour revente aux consommateurs finals ou aux gestionnaires de réseaux pour leurs pertes doivent être titulaires d'une autorisation délivrée par l'autorité administrative conformément aux articles L 333-1 et suivants du Code de l'énergie.

Article 12. Attestations et assurances

Sous peine de rejet de leur offre, les opérateurs auxquels il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre produisent dans un délai imparti par le Coordonnateur :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'ils ont satisfait à leurs obligations fiscales et sociales ou le formulaire NOT12.
Les opérateurs établis dans un Etat autre que la France produisent un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Conformément aux dispositions en vigueur de l'article 2161, du code de la commande publique ordonnance N°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018- 1075 les Titulaires produisent en outre, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

Par ailleurs, à tout moment au cours de l'exécution de l'accord-cadre, les Titulaires de l'accord-cadre devront pouvoir justifier, au moyen d'une attestation, qu'ils sont couverts, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle, en cas d'accidents ou de dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

De la même manière, à tout moment au cours de l'exécution d'un marché subséquent, le Titulaire du marché subséquent doit pouvoir justifier, au moyen d'une attestation, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle, en cas d'accidents ou de dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Article 13. Confidentialité

Chaque Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, a reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du Titulaire à l'occasion de la fourniture ou de l'exécution du service.

L'ensemble des Membres s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du Titulaire.

Le Titulaire et l'ensemble des membres s'engagent, chacun pour leur part, à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents.

Les données de comptage sont propriété du client, confidentielles, et ne peuvent donc, sauf accord express dudit client, être communiquées à une tierce personne.

Les règles de confidentialité des GRD sont applicables et opposables dans cet accord-cadre et ses marchés subséquents.

Article 14. Résiliation

Il sera fait application du chapitre 6 du CCAG –FCS pour l'accord-cadre et ses marchés subséquents.

En complément des dispositions du CCAG FCS, si le titulaire du marché fait l'objet d'une interdiction de fourniture d'électricité en application de l'article L443-1 du Code de l'énergie, le présent marché est résilié de plein droit à la date d'effet de l'interdiction, sans ouvrir droit à indemnité par le titulaire du marché. Un fournisseur de dernier recours se substitue au Titulaire défaillant dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Par dérogation aux articles 31 et suivants du CCAG FCS, dans un cas de résiliation autre que celui lié à une interdiction de fourniture d'électricité, la résiliation prend effet dans un délai de trente et un (31) jours à compter de sa notification de manière à ce que le changement de fournisseur pour les points de livraison concernés s'opère sans interruption de la fourniture.

Dans tous les cas, le changement de fournisseur consécutif à la résiliation s'effectue sans suspension de fourniture.

14.1. RESILIATION UNILATERALE DE LA PERSONNE PUBLIQUE POUR FAUTE DU TITULAIRE SANS INDEMNITE

Le contrat pourra être résilié de plein droit par **POUVOIR ADJUDICATEUR** sans indemnité pour le titulaire, dans les conditions *des articles 25 à 28 du C.C.A.G F.C.S.*

Le délai d'exécution de la mise en demeure visé *au 28.2 du C.C.A.G. F.C.S.* est fixé à 15 jours. Cette mise en demeure est également applicable au cas visé *au e) de l'article 28.1 du C.C.A.G. F.C.S.*

14.1. RESILIATION UNILATERALE AU CHOIX DE LA PERSONNE PUBLIQUE, AVEC INDEMNITE

Hors faute du titulaire, **POUVOIR ADJUDICATEUR** peut à tout moment, pour l'intérêt du service public ou pour motifs légitimes tels que la cessation définitive d'activité, et moyennant un préavis d'un mois, mettre fin, aux points de livraison, à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

Article 15. Garantie

Il n'est pas prévu de période de garantie ni de retenue.

Article 16. Avance facultative

Sauf en cas de renonciation des titulaires des marchés subséquents indiquée dans l'acte d'engagement des marchés subséquents, une avance est versée par un membre si le montant initial estimé de son marché est supérieur à 50 000 euros HTT. Dans ce cas, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois la valeur HTT estimée du marché du membre divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par l'application des clauses de variation des prix.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement aux titulaires et commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant HTT estimé. Ce remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80% du montant HTT estimé. Si le montant de l'avance demandée par le titulaire est supérieur à 30% du montant global du marché subséquent, celui-ci devra préalablement constituer une garantie à première demande.

Article 17. Droit - langue et monnaie

Le droit français est seul applicable aux présents accord-cadre et marchés subséquents. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents en cas de litige concernant l'application ou l'exécution de ces contrats.

Les Titulaires emploient la langue française dans tous leurs échanges avec les Membres quel qu'en soit le support (factures, documents, rapports, correspondances écrites ou orales).

Les prix des prestations sont formulés et payés en euros.

Article 18. Différends et litiges

Il sera fait application des dispositions de l'article 37 du CCAG-FCS.

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif d'Amiens 14 rue LEMERCHIER - CS 81114 - 80011 AMIENS CEDEX 01 conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code des juridictions administratives.

Article 19. Dérogations

L'acheteur public doit indiquer les articles auxquels il déroge, s'il y a lieu, dans le dernier article du CCAP.
Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent accord-cadre sont apportées aux articles suivants du CCAG FCS :

L'article 6 du présent CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

L'article 109 du présent CCAP déroge à l'article 11 du CCAG-FCS.

L'article 9.2 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 18 du présent CCAP déroge à l'article 34 du CCAG-FCS.

Article 20. Liste des annexes au présent CCAP

Annexe 1 : Liste des membres du groupement de commandes électricité

Annexe 2 : Annuaire des Trésoreries de l'Aisne (commune rattachée).

Annexe 3 : Modèle d'ordre de service pour l'intégration d'un point de livraison (DANS CCAP)

Annexe 4 : Modèle d'ordre de service pour la suppression d'un point de livraison (DANS CCAP)

Annexe 5 : Modèle d'ordre de service pour la modification de la version tarifaire et/ou des puissances au TURPE (DANS CCAP)

Annexes 1 et 2

Liste des Membres du groupement de commandes et annuaire des Trésorerie de l'Aisne (commune rattachée)

A la date de la publication de l'accord cadre, le groupement de commande est en cours de constitution. La liste sera précisée exactement lors de l'envoi des marchés subséquents.

Les membres du groupement ne sont pas forcément concernés par les deux lots de l'accord cadre. Ils ont toutefois la possibilité de rattacher ou de détacher un point de livraison (cf article 4-5-1 et 4-5-2 du CCTP) en cours de marché subséquent, et donc d'entrer ou de sortir d'un des lots dans la limite de +/- 15% (ou 20%) fixés à l'article 5-2 du CCAP.

Cette liste est susceptible d'évoluer à la marge lors du renouvellement des marchés subséquents si l'accord cadre de deux ans était reconduit une fois.

Au stade des marchés subséquents, cette liste sera complétée des coordonnées des personnes qui seront les interlocuteurs de référence pour le fournisseur retenu dans chaque collectivité.

Les modèles suivants sont donnés à titre purement indicatif aux membres du groupement.

Conformément à l'article 3-1 du CCAG, ils peuvent être adressés par courriel (avec copie au coordonnateur) sous format.pdf ou équivalent

Annexe 3

Ordre de service relatif à l'intégration au marché d'un point de livraison

L'ordre de service établi par le membre du groupement ayant pour objet l'intégration au marché d'un point de livraison en application de l'article 4-5-1 du CCTP, doit contenir les informations suivantes :

- Numéro du marché
- Objet du marché
- Lot concerné
- Nom et adresse du titulaire du marché
- Nom du membre du groupement
- Adresse du membre du groupement
- Nom et coordonnées (téléphone, email) de la personne sur site pour la mise en service
- Libellé du regroupement de facture auquel appartient le point de livraison concerné
- Informations techniques relatives au(x) point(s) de livraison concernée(s) par l'ordre de service
 - o Le nom du point de livraison (s'il existe)
 - o L'adresse complète du point de livraison
 - o La référence acheminement du point de livraison (RAE)
 - o La version ainsi que la ou les puissances souscrites au TURPE
 - o Le Libellé du regroupement de facture auquel appartient le point de livraison
 - o Pourcentage d'énergie renouvelable choisi : mix énergétique national, 30% renouvelable, 100% renouvelable
 - o Date de mise en service / de rattachement demandée (sous réserve du respect du délai minimal communiqué par le titulaire du marché)

Annexe 4

Ordre de service relatif à la suppression d'un point de livraison

L'ordre de service établi par le membre du groupement ayant pour objet la suppression ou la résiliation d'un point de livraison en application de l'article 4-5-2 du CCTP, doit contenir les informations suivantes :

- Numéro du marché
- Objet du marché
- Lot concerné
- Nom et adresse du titulaire du marché
- Nom du membre du groupement
- Adresse du membre du groupement
- Nom et coordonnées (téléphone, email) de la personne sur site pour la suppression du point de livraison
- Informations techniques relatives au(x) point(s) de livraison concernée(s) par l'ordre de service
 - Nom du point de livraison (s'il existe)
 - Adresse complète du point de livraison
 - Référence acheminement du point de livraison (RAE)
 - Date demandée de suppression du point de livraison (sous réserve du respect du délai minimal communiqué par le titulaire du marché)
 - Dépose de compteur (oui/non)

Annexe 5

Ordre de service relatif à la modification de la version tarifaire et/ou des puissances au TURPE

L'ordre de service établi par le membre du groupement ayant pour objet la modification de la version tarifaire et/ou des puissances au TURPE, dans les conditions prévues à l'article 4.4 du CCTP, doit contenir les informations suivantes :

- Numéro du marché
- Objet du marché
- Lot concerné
- Nom et adresse du titulaire du marché
- Nom du membre du groupement
- Adresse du membre du groupement
- Nom et coordonnées (tel et mail) de la personne en charge de la demande
- Informations techniques relatives au(x) point(s) de livraison concernée(s) par l'ordre de service
 - Nom du point de livraison (s'il existe)
 - Adresse complète du point de livraison
 - Référence acheminement du point de livraison (RAE)
 - La version et la ou les puissances en vigueur
 - La nouvelle version et la ou les nouvelles puissances applicables telles que proposées par le titulaire du marché et validées par le membre du groupement
 - Date de prise d'effet des nouvelles conditions de souscription au TURPE*

* Cette date tient compte des délais de réalisation du gestionnaire de réseau

A Laon, Le 06/08/2019

Daniel DUMONT
Le Président



A Saint Ouen,
Le 25/06/2019

Jérôme Delannoy,
Directeur Clients Publics

A handwritten signature in blue ink, likely belonging to Jérôme Delannoy.

